

Construire la riposte sociale

Alors qu'un tiers des inscrit-es se sont abstenu-es ou ont voté blanc ou nul, nouvelle illustration de la « crise politique », Emmanuel Macron a été élu président de la république avec une large avance devant la candidate du FN. La défaite du Front National est une bonne nouvelle mais le niveau atteint par celui-ci et la banalisation de ses idées montrent que ce n'est pas la fin du risque nationaliste, raciste, sexiste et autoritaire. Le vote frontiste trouve ses racines dans des années de politiques de régressions sociales et libérales et dans la banalisation de la parole xénophobe, voire raciste chez de nombreux autres responsables politiques y compris à la tête de l'Etat. Ces mêmes politiques économiques et antisociales sont aujourd'hui incarnées par le président élu, son parti et ses soutiens. Mais elles sont loin d'être majoritaires dans le pays.

Le nouveau président a, durant la campagne, défini les contours d'un projet qui accentuera les politiques libérales menées par les différents gouvernements depuis des années. Il a d'ores et déjà annoncé la mise en place de mesures régressives qui devraient empirer la situation de millions de travailleurs/ses et qui bénéficieront avant tout aux plus riches ou aux patrons des entreprises : remise en cause du système de protection sociale et de son financement, diminution de l'impôt sur les sociétés, suppression de l'ISF sur les revenus du capital, assouplissement des 35 heures, démantèlement du Code du Travail, poursuite de la casse et de la privatisation des services publics, affaiblissement de la Fonction publique. Par ces annonces et par sa volonté de gouverner par ordonnances, il montre le peu de cas qu'il fait des syndicats, et prépare une politique autoritaire autant que libérale.

Dès les heures qui ont suivi la proclamation des résultats, des manifestations ont montré qu'il n'y avait pas d'état de grâce à accorder au nouveau président ! Nous condamnons les violences policières qui ont eu lieu dans plusieurs villes lors de ces manifestations... comme nous condamnons les interdictions de manifester qui avaient été signifiées à plusieurs de nos militant-es !

Un des prochains rendez-vous aura lieu le 20 mai, avec le collectif « **Nos droits contre leurs privilèges** » pour coordonner les luttes, et montrer les alternatives concrètes que nous portons collectivement face aux politiques qui font fi de la justice sociale, du respect des libertés et des exigences écologiques vitales.

Nous n'attendons rien de positif de ce nouveau président et des orientations qu'il compte mettre en place et qui dessinent un projet de société encore plus inégalitaire, avec toujours plus de pauvres, de chômeurs/euses, de précaires, et des conditions de travail dégradées. Nous devons donc préparer un nouvel affrontement plus large, plus déterminé et plus massif encore que ce que nous avons réalisé lors de la mobilisation contre la loi travail. Pour cela, l'unité syndicale est indispensable. C'est le sens de la proposition que nous avons faite dès vendredi dernier à l'ensemble des organisations syndicales d'une rencontre rapide dans les prochains jours.

Il faut construire une riposte sociale dans nos entreprises, nos services, nos quartiers, nos villes et dans la rue.

Paris, le 9 mai 2017